

Hausse des tarifs et des prix, stagnation des salaires... **Rendez-nous l'argent !**

Derrière le « président du pouvoir d'achat » se cache le président des riches. Depuis 2007, Nicolas Sarkozy n'a fait qu'enfoncer le pays et fragiliser l'économie nationale en sacrifiant la production des richesses aux intérêts du capitalisme financier.

Un constat accablant

Des millions de français ne pensent plus qu'à boucler la fin du mois, certains avec à peine 750 euros mensuels quand des patrons licencieurs et spéculateurs empochent 150 fois plus, quand actionnaires et traders se partagent la plus grosse part du gâteau des 83 milliards d'euros de profits du CAC 40.

Nicolas Sarkozy est le président de l'injustice sociale et du pouvoir d'achat pour les plus riches.

Des foyers asphyxiés

Les prix sur les produits alimentaires vont augmenter jusqu'à 20% sur certaines étiquettes, le gaz a augmenté de 60% depuis 2004, le prix du litre d'essence bat des records, l'énergie a augmenté de 14% en 1 an... la liste n'est malheureusement pas exhaustive. Les chiffres concernant le logement sont alarmants. Près d'un tiers des revenus des foyers français, à peine empochés, partent chaque mois directement dans le paiement du loyer et des charges. De 2,9 à 3,5 millions de femmes et d'hommes vivent dans des logements indignes ou sont sans-abris dénonce la Fondation Abbé-Pierre.

POUR UNE GAUCHE EFFICACE

Le PS a présenté la semaine dernière son programme pour 2012. Il y a dans ce projet des choses concrètes plutôt positives mais le fond reste emprunt de la logique libérale. Par exemple, le PS propose une conférence salariale annuelle alors que l'urgence est la hausse du SMIC et des salaires. Le CDI n'y est plus affirmé comme la norme, seules quelques pénalités aux entreprises qui abusent de la précarité sont prévues.

Ce n'est pas ce projet qui nous fera abandonner l'idée d'avoir un candidat Front de gauche à la présidentielle, afin de proposer une véritable alternative.



**Le PCF lance une
grande campagne
contre la vie chère**



LE PCF PROPOSE :

- de reprendre le pouvoir sur l'argent. Il faut en finir avec les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales et avec les exonérations fiscales. Il faut taxer les revenus financiers des entreprises ;
- de réévaluer l'ensemble des salaires, des indemnités du chômage et des retraites et les indexer sur l'évolution du coût de la vie ;
- d'augmenter le SMIC à 1 600 euros nets par mois pour 35h ;
- d'augmenter les minimas sociaux fixés en référence au SMIC ;
- de sortir le logement de l'emprise de la loi du marché et de la spéculation en limitant le montant des loyers à 20% des revenus familiaux. D'interdire les expulsions locatives de toute personne et famille en difficulté économique et sociale. Nous interdirons toute coupure d'eau et d'électricité et gaz.
- d'établir pleinement les 35 heures sans annualisation, ni perte de salaire et avec les créations de postes que cela implique, notamment dans la fonction publique ;
- la titularisation des 800 000 précaires de la Fonction publique ;
- de sécuriser les parcours de chacune et chacun dans l'emploi et la formation avec continuité de revenu tout au long de la vie.